

LE MONDE CHANGE, CHANGEONS LA FRANCE !

LES RÉFORMES À MENER POUR LA FRANCE DE DEMAIN



LE MONDE CHANGE ET LA FRANCE ?



LES PRINCIPES D'ACTION

Pour faire face aux grandes transformations à l'œuvre dans notre société dans les domaines du numérique, de l'environnement, du travail et de la démographie, la réforme est nécessaire. Mais seul un changement de méthode permettra le renouveau.

Nous proposons une méthodologie fondée sur quatre principes d'actions :

- Redonner du sens à l'entreprise, à l'économie, au capitalisme
- Puiser les ressources au cœur des territoires, par une approche « bottom-up »
- Créer des liens constructifs et durables entre les acteurs de la société
- Miser sur les initiatives individuelles et collectives pour redonner l'envie à chaque Français de devenir « entrepreneur de sa vie ».



**LES
VALEURS**



**LE
BOTTOM-UP**



**JOUER
COLLECTIF**



**L'ESPRIT
D'ENTREPRENDRE**

LE MONDE CHANGE ET LA FRANCE ?

7 DÉFIS

POUR GAGNER EN 2020



AUDACE CRÉATRICE



FILIÈRES D'AVENIR



EUROPE



ÉPANOUISSEMENT DES
FEMMES ET DES HOMMES



NUMÉRIQUE



DÉVELOPPEMENT
DURABLE



MONDIALISATION

LES TRANSFORMATIONS

- Enjeu démographique
- Partage des ressources
- Révolution du numérique
- Transformation du travail
- Circulation de l'information
- Accélération du monde
- Nouvelle relation au pouvoir
- E-santé



La France dans un monde qui change...

- Enjeu démographique
- Partage des ressources
- Révolution du numérique
- Transformation du travail
- Circulation de l'information
- Accélération du monde
- Nouvelle relation au pouvoir
- E-santé

+ 2 MD de classe moyenne en 2050

1 000 start-up à Paris en incubateur en 2017

- 50 % de réduction d'émissions CO2 en 2050

60 % nouveaux métiers en 2030

3,3 MD internautes dans le monde en 2016

38 M achats sur Internet en 2020

35 MD € pour financer la dépendance en 2060

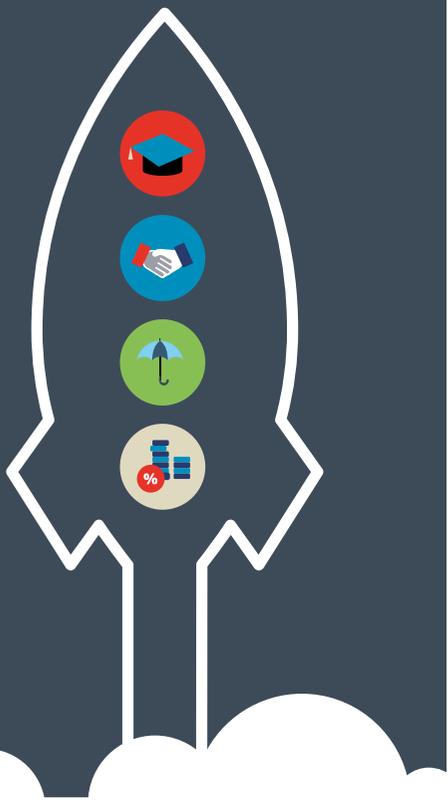
X3 de + échanges commerciaux mondiaux

- Dans tous ces domaines, la France possède d'innombrables atouts
- Pour faire face aux grandes transformations à l'œuvre dans notre société :

La réforme est plus que jamais nécessaire

LES RÉFORMES





LES
RÉFORMES

Les 4 blocs de réformes indispensables à notre pays et nos concitoyens :

**EDUCATION : POUR BATIR LES COMPETENCES DE
DEMAIN**

UN MODELE ECONOMIQUE ET SOCIAL A RENOUVELER

**SIMPLIFICATION : POUR UN ENVIRONNEMENT DE
CONFIANCE**

COMPETITIVITE : POUR UNE FISCALITE DE CROISSANCE

**ÉDUCATION : POUR BÂTIR LES
COMPÉTENCES DE DEMAIN**



22% des adultes
ont des
compétences
faibles en
lecture et
écritures

9 jeunes sur
10 se
destinent à
travailler en
entreprise

148 MD €
consacrés à la
formation
initiale en
2015

EDUCATION : POUR BATIR LES COMPETENCES DE DEMAIN

« A la fin de leur scolarité, 100 % des élèves doivent être citoyens et employables tout au long de leur vie »

Renforcer notre système éducatif

- L'économie de la connaissance représente l'un des principaux leviers de croissance pour la France
- Notre système éducatif dispose de moyens conséquents
- Mais les résultats ne sont pas au rendez-vous : France 26^{ème} sur 70 au dernier classement PISA

→ **Améliorer en primaire la transmission des savoirs fondamentaux**

→ **Repositionner l'entreprise au cœur du système**

→ **Faire aimer l'entreprise et développer l'esprit d'entreprendre dès l'école**

→ **Laisser plus de latitude aux établissements**

2 MD € = produit
de la taxe
d'apprentissage

1,5 M vs 400 000
nombre
d'apprentis en
Allemagne et en
France

Les diplômes
encore bâtis sur les
savoirs et
connaissances
plutôt que les
compétences

EDUCATION : POUR BATIR LES COMPETENCES DE DEMAIN

« A la fin de leur scolarité, 100 % des élèves doivent être citoyens et employables tout au long de leur vie »

Refonder l'apprentissage

- L'apprentissage souffre d'une mauvaise image en France
- Ce qui peut bloquer un jeune à l'école peut être libéré par l'apprentissage
- Cessons d'opposer apprentissage et formation académique

→ **Informé sur les débouchés**

→ **Impliquer les branches professionnelles dans la co-construction des certifications**

→ **Libérer l'ouverture et le financement des centres de formation**

→ **Alléger les démarches administratives**

UN MODÈLE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL À RENOUVELER



+ d'1 M
d'autoentrepreneurs
fin 2015 dont la
moitié comme
activité principale

76 % des chefs
d'entreprise pensent
que la difficulté à
pouvoir embaucher
ou licencier est un
frein à l'embauche

+ 100 pages
par an
dans le code du
travail depuis
15 ans

Rénover notre modèle social

- Le digital et les nouvelles aspirations des hommes et des femmes sont autant d'opportunités à saisir pour créer de la valeur
- L'essentiel des craintes des entreprises porte sur la complexité et le coût du licenciement
- En France, la définition des normes applicables aux relations de travail dépend essentiellement du pouvoir législatif et est très centralisée

→ **Accompagner et sécuriser toutes les dynamiques d'activités au service de l'emploi pour l'entrepreneur comme le travailleur**

→ **Conjurer la peur de l'embauche**

→ **Simplifier la production des normes en droit du travail**

→ **Résoudre la crise du logement**

48 % = Taux de
prélèvement
obligatoire en
France contre 36 %
en moyenne dans
l'OCDE

1,65
cotisant par
retraité
aujourd'hui en
France

8 MD €
par an
coût à terme du
dispositif
pénibilité

42 %
de la branche
maladie financée
via les cotisations
sociales patronales

Faire de la protection sociale un atout

- Le Pacte de responsabilité de 2014 et le CICE ont eu des effets bénéfiques mais la réforme du **financement** de notre protection sociale reste inaboutie
- La complexité de notre régime de **retraite** est un frein à la mobilité des salariés (35 régimes distincts, privés ou publics avec des règles différentes)
- Invalidité, amiante, carrières longues, handicap, **pénibilité** 2014... Les dispositifs se sont accumulés. Ils relèvent de logiques, de fonctionnements et de financements très différents
- En matière de **santé**, la France peut conserver son rang : mais il faut revoir la place de l'Etat (qui doit définir les grandes orientations) et libérer les initiatives

→ **Réformer son financement par une baisse du coût du travail de 30 MD € et faire financer la solidarité par l'impôt**

→ **Reculer l'âge de départ à la retraite à 65 ans et à terme engager une réforme systémique des régimes**

→ **Unifier les dispositifs de départ anticipé pour les rendre lisibles, solidaires et équitables**

→ **Passer d'un système de santé administré à un système entrepreneurial (solidarité, liberté, équité et responsabilité)**

SIMPLIFICATION :
POUR UN ENVIRONNEMENT DE CONFIANCE



1 243 MD €
dépenses
publiques
en 2015

+ de 400 000
normes

Déficit public
2016 :
près de 70 MD €

97,6 % du PIB
dette publique
fin 2016

SIMPLIFICATION : POUR UN ENVIRONNEMENT DE CONFIANCE

« *Gérer la sphère publique avec les méthodes des entreprises, et au service des publics : management, objectifs, moyens et suivi !* »

- La dépense publique en valeur continue de croître année après année
- Viser une croissance « 0 % valeur » de la dépense et mettre en œuvre les réformes de structure qui s'imposent pour ramener le poids de la dépense publique à 49 % du PIB à l'horizon 2020 et rejoindre ainsi la moyenne européenne = **100 à 115 MD € d'économies sur 5 ans**

→ **Proposer une méthode qui interroge l'utilité sociale et l'efficacité de la dépense (définir une stratégie, un calendrier, des modalités d'exécution et d'évaluation)**

→ **Recentrer les missions de la puissance publique et promouvoir l'externalisation des services publics (PPP, modèle concessif...)**

→ **Réformer le millefeuille territorial et baisser la dépense locale**

→ **Simplifier le fonctionnement de l'Administration**

→ **Repenser la fabrique de la loi et des normes (*one in two out*)**

COMPÉTITIVITÉ : POUR UNE FISCALITÉ DE CROISSANCE



45 %
taux de
prélèvements
obligatoires (2^{ème}
plus élevé d'Europe)

33,33 %
taux d'IS
en France, le plus
élevé de l'UE)

120 impôts et taxes
ce que doivent
supporter nos
entreprises

Pour une refondation fiscale

« Une fiscalité simple, compétitive, stable et incitative à l'investissement et au financement des entreprises »

- Une structure de taxation défavorable à la croissance et à la compétitivité, en pesant sur les coûts de production et le capital
- Les nombreuses taxes existantes créent de la complexité et leur collecte coûte de l'argent à l'administration. Il convient d'intensifier la démarche de simplification en réduisant drastiquement le nombre d'impôts et de taxes, et en harmonisant leurs définitions

→ **Supprimer sur 5 ans impôts et taxes sur facteurs de production**

→ **Baisser le taux d'IS à la moyenne européenne, soit 22 %, d'ici 2020**

→ **Supprimer l'ISF**

→ **Instaurer une *flat tax* à 25% sur les revenus de l'épargne**

Faciliter l'accès au financement pour les entreprises

« Informer et former les entrepreneurs, réhabiliter le risque et libérer le système bancaire des contraintes inutiles »

- Le financement de nos entreprises souffre de certaines lacunes. Les Français ont une aversion culturelle au risque, et la fiscalité sur les actions tend à les décourager d'investir dans les entreprises
- Favoriser la prise de risque et l'orientation de l'épargne longue vers le financement des entreprises sont donc des impératifs
- Les banques et les investisseurs institutionnels (compagnies d'assurance, caisses de retraite...) sont confrontés, depuis la crise à un durcissement des normes prudentielles pénalisant certains financements

→ **Alléger les contraintes prudentielles**

→ **Développer de nouveaux outils (titrisation)**

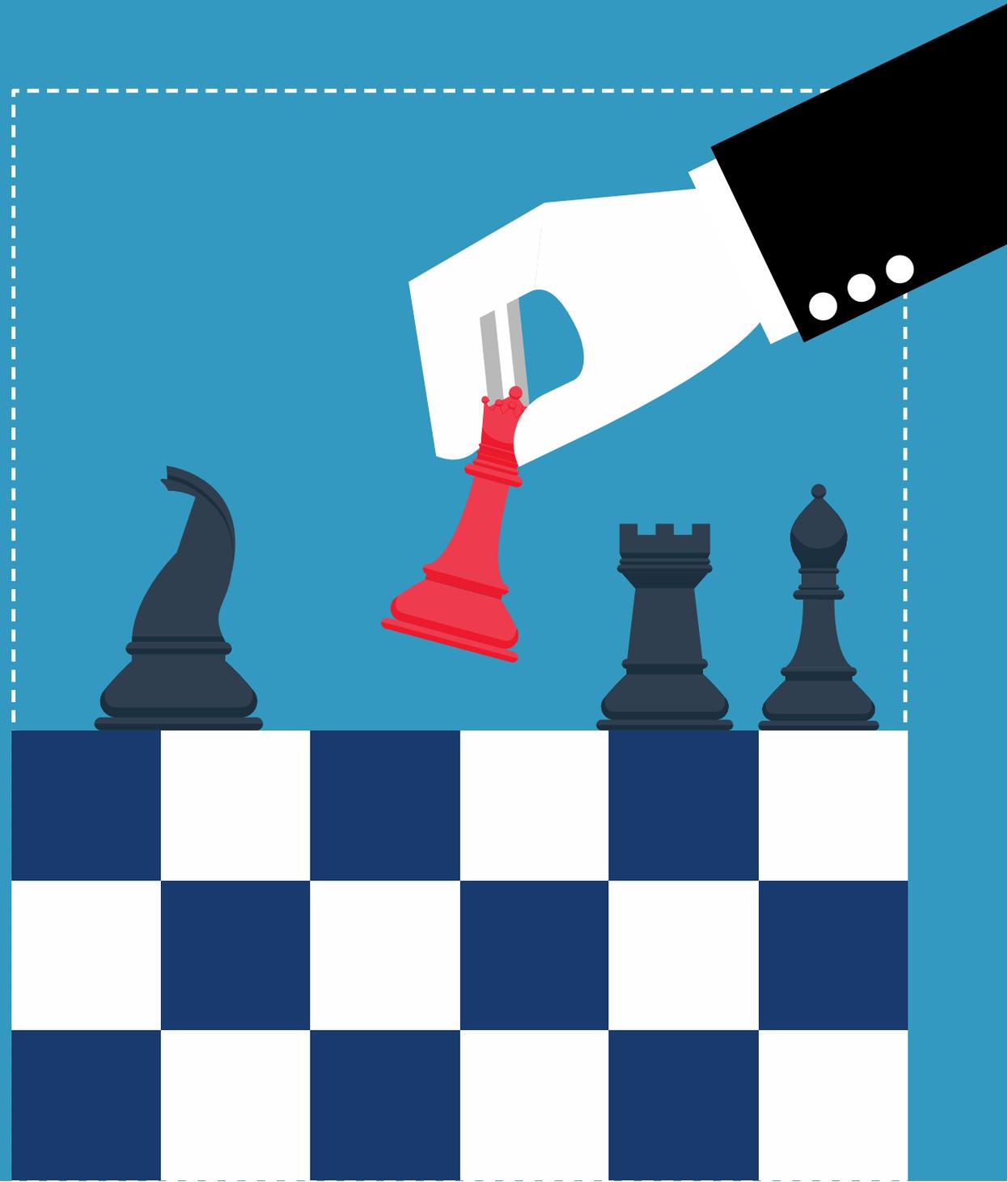
→ **Soutenir et informer les PME dans leurs démarches de financement**

Les crédits accordés ont augmenté de 3 % pour les entreprises suivies par la Banque de France

10,7 M € injectés en 2015 par les sociétés tricolores de capital-investissement

273 MD € en 2015 levés sur les marchés obligataires

LES POLITIQUES





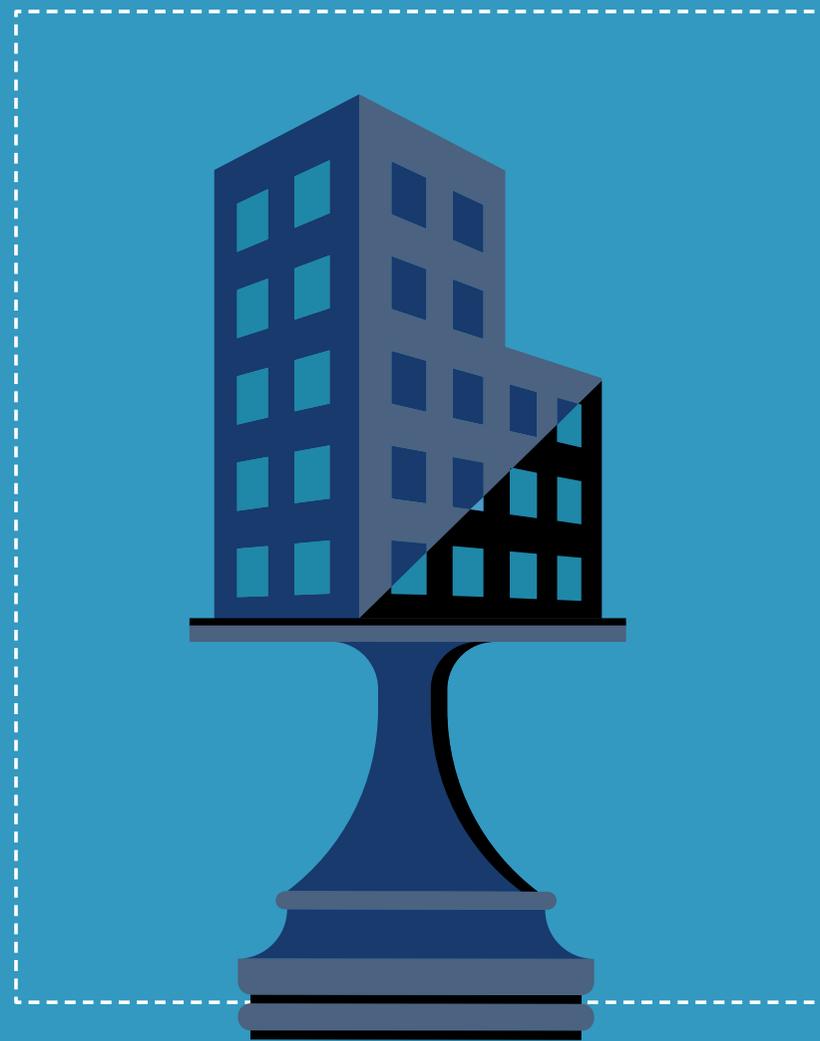
LES POLITIQUES

Les mutations à l'œuvre commandent une adaptation rapide de nos *business models*, imposent une profonde transformation de notre société et créent de nouvelles opportunités.

Cela commence naturellement par nos entreprises. Dans un monde en mutation, ce sont en effet les entreprises qui jouent un rôle de stabilisation, d'intégration, de motivation, mais surtout, de création de valeurs.

Au-delà des réformes de fond, nécessaires au renouveau de la France, notre pays doit s'adapter pour répondre aux enjeux de demain par la mise en place de politiques d'avenir ambitieuses.

CA COMMENCE PAR NOUS !



Les entreprises, les entrepreneurs, les organisations professionnelles ont un rôle primordial à jouer pour consolider cette vision d'une France ambitieuse

Nous devons agir, donner l'impulsion nécessaire pour que le changement commence au sein de nos entreprises

4 leviers

- Agir sur la **gouvernance afin d'assurer l'équilibre et le contrôle des pouvoirs dans les entreprises** : ensemble de règles que l'entreprise crée elle-même
- Généraliser la **démarche RSE** qui intègre les enjeux sociaux, sociétaux, environnementaux, de gouvernance, industriels, humains au cœur de la stratégie de l'entreprise et de sa gestion
- Viser **l'excellence opérationnelle et envisager une montée en gamme**
- **Faire de l'innovation sociale et managériale** une priorité



LES POLITIQUES D'AVENIR



Des politiques structurelles pour relever les défis qui sont autant d'opportunités !

- **Accélérer la transformation numérique**
- **Renforcer l'attractivité et la compétitivité de notre territoire**
- **Poursuivre une transition énergétique et écologique source de croissance et d'emploi**
- **Associer les salariés à la performance des entreprises**
- **Faire de l'innovation un levier pour la compétitivité**
- **Réinventer l'Europe**
- **Intégrer nos entreprises dans une économie monde**



Accélérer la transformation numérique

Au-delà d'un secteur d'activité, le numérique est un formidable vecteur de croissance, de performance, de modernisation, de changement économique et sociétal, de transformation des organisations

Il introduit de nouvelles façons de penser et de faire, il modifie en profondeur les métiers, les filières, les notions d'espace et de temps, la formation et les besoins en compétences. Au regard du potentiel levier que constitue le numérique, la marge de progression est importante, cela doit être une priorité pour notre économie et nos entreprises

Quelques propositions :

- Encourager l'esprit entrepreneurial, la culture du risque et de l'innovation dès l'école primaire
- Promouvoir les filières scientifiques et techniques
- Introduire un droit à l'expérimentation numérique
- Favoriser le développement des start-up et la transformation numérique des TPE/PME
- Faire de la fibre optique la technologie de référence pour les foyers et les entreprises européennes avec un plan de déploiement
- Adopter une stratégie « pro-business » de la gestion des données



Renforcer l'attractivité et la compétitivité de notre territoire

Levier essentiel de croissance économique, l'attractivité du territoire français aux yeux des entreprises et des investisseurs étrangers ne dépend pas seulement de la taille du marché tricolore ou du niveau de qualification de sa main-d'œuvre, mais aussi de la qualité de ses infrastructures

Quelques propositions :

- Mettre en place une gouvernance des infrastructures de réseaux s'appuyant sur la dimension régionale et un véritable partenariat entre acteurs publics et privés
- Financer les besoins en investissements dans les réseaux (transports, énergie, numérique, etc.) en faisant davantage appel aux financeurs privés et aux utilisateurs des réseaux
- Envisager une cession partielle ou totale des participations de l'État pour financer les infrastructures



Poursuivre une transition énergétique et écologique source de croissance et d'emploi

Une transition énergétique et écologique réussie est synonyme de croissance, d'emplois et d'atteinte d'objectifs climatiques et environnementaux, tout en préservant la compétitivité des entreprises

Quelques propositions :

- Assurer une mise en œuvre effective de l'Accord de Paris et faire converger les valeurs du carbone au niveau mondial (prix du carbone)
- Placer l'énergie comme l'un des axes structurants de l'Europe
- Accélérer la recherche et l'innovation en matière d'énergie
- Peser sur l'évolution du cadre réglementaire sans surtransposer les règles européennes
- Améliorer la gouvernance des instances de dialogue environnemental
- En matière de RSE, combiner cadre réglementaire et démarches volontaires



Associer les salariés à la performance des entreprises

L'association des salariés à la performance des entreprises est une des clés de la réussite de l'entreprise

Cette politique constitue également un levier d'action efficace face aux enjeux économiques et sociaux actuels de notre pays : l'évolution du pouvoir d'achat des salariés, le financement de l'économie et des entreprises, le retour à la croissance et au plein emploi, l'exigence de renouer avec une compétitivité forte et durable, la constitution d'une épargne longue pour préparer la retraite et pour faire face aux insuffisances du système actuel de retraite par répartition

Quelques propositions :

- Mettre à disposition des PME un régime incitatif et simplifié combinant intéressement et participation
- Ramener le taux du forfait social de 20 % à 8 % et le supprimer pour le premier accord d'intéressement ou de participation des entreprises de moins de 50 salariés, ainsi que pour toutes les sommes épargnées en vue de la retraite et servant au financement de l'économie
- Revenir sur la taxation généralisée des entreprises associant les salariés à leur capital : en particulier, prévoir l'exonération de contribution patronale pour les PME et ETI souhaitant mettre en place un premier plan d'actionnariat salarié
- Faciliter l'orientation de l'épargne salariale vers le financement des entreprises par la création de fonds de prêts participatifs



Faire de l'innovation un levier pour la compétitivité

Pour accéder aux marchés, répondre aux attentes des clients, anticiper leurs besoins, renouveler les gammes de produits, l'innovation constitue une nécessité

Elle est aussi la réponse aux principaux défis que nous devons relever dans les domaines les plus porteurs tels que la santé, la sécurité alimentaire, la ville intelligente et la mobilité, la protection de l'environnement, la lutte contre le réchauffement climatique et les gaspillages, autant d'opportunités pour développer des innovations de rupture

Quelques propositions :

- Amplifier l'effort juridique de définition du principe d'innovation pour ensuite le faire reconnaître dans la Constitution
- Mobiliser une partie de l'épargne de long terme pour favoriser la croissance des entreprises innovantes
- Associer à la gouvernance des pôles de compétitivité les capitaux-risqueurs, les *business angels* et les start-up, et encourager les synergies entre les pôles
- Développer « l'intrapreneuriat »



Réinventer l'Europe

Si l'Union européenne n'existait pas, il faudrait l'inventer. C'est grâce à elle que nous assurerons la paix sur notre continent et ferons face ensemble aux profondes transformations que traverse notre planète : l'émergence de nouveaux géants économiques, la transition écologique, la révolution digitale, les déséquilibres démographiques, la pression migratoire...

Quelques propositions :

- Améliorer la formation et faciliter la mobilité des Européens tout au long de leur vie
- Inciter les Européens à développer leurs compétences numériques
- Favoriser les investissements et les dépenses en R&D au sein de l'Union
- Renforcer la politique commerciale européenne
- Redonner la parole aux citoyens
- Définir et protéger les frontières de l'Union
- Limiter les compétences européennes aux seuls domaines pour lesquels l'Union apporte une véritable valeur ajoutée
- Renforcer la convergence dans les pays de la zone euro



Intégrer nos entreprises dans une économie monde

Si la mondialisation est devenue une réalité incontournable et irréversible, la France n'a pas exploité ses nombreux atouts de manière optimale pour profiter de l'ouverture des marchés mondiaux

Nous vivons un moment de changement de paradigme, résultat de plusieurs facteurs combinés, et d'ampleur internationale – crise économique, chômage, protectionnisme et isolationnisme, montée en puissance des courants populistes qui fragilisent les démocraties... Ce sont des signaux forts qui nous encouragent à repenser la mondialisation, et à faire en sorte qu'elle soit plus inclusive

Quelques propositions :

- Faire de la pédagogie sur les opportunités et défis de la mondialisation
- Définir un plan d'action pour promouvoir la France et ses savoir-faire
- Renforcer la performance des soutiens à l'exportation destinés aux PME et aux ETI
- Encourager la coopération entre acteurs, notamment en s'organisant par filières
- Promouvoir un équilibre dans l'accès aux marchés mondiaux pour les entreprises au travers d'une politique commerciale européenne plus offensive
- Faire de nos obligations éthiques (déontologie, RSE, lutte contre la corruption) des avantages compétitifs pour la France



Retrouver l'ensemble de nos propositions sur :

www.france-2020.com

www.medef.com